La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1200 - septembre 2018

SOMMAIRE :

• **ACTUALITÉ**

page 2 Au fil des jours

L'OCDE *découvre que le précariat remplace le salariat et que des changements structurels sont à l'œuvre !*
Et quelques chiffres pour montrer que dividendes et pauvreté croissent simultanément.

page 3 La peur est mauvaise conseillère

MARIE-LOUISE DUBOIN *rappelle que les mesures que nécessitent les urgences écologiques sont à l'opposé des exigences imposées par le capitalisme. Ce n'est donc pas un ministre qu'il faut remplacer, c'est ce système.*

page 4 Un totalitarisme peut en cacher un autre

ANDRÉ BELLON *met en garde à propos de l'organisation de l'Union Européenne : elle n'a cure de la volonté des citoyens.*

page 5 Le général qui a dit non à la torture

SIMONE DE BOLLARDIÈRE *témoigne des efforts de son mari pour empêcher la torture en Algérie.*

• **RÉFLEXION**

page 4 Comment réorienter l'économie vers les besoins ?

MARIE-LOUISE DUBOIN *montre l'intérêt du livre de B. Borrits "Au delà de la propriété" pour alimenter la réflexion sur un changement radical de l'organisation économique*

page 7 Le lapin se rebiffe

FRANÇOIS CHATEL *dénonce la dérive des chasseurs, qui reste à l'abri des lois.*

page 11 Y'a trop d'tout

Aux lecteurs de trouver l'origine des paroles de cette curieuse chanson…

page 12 Une belle journée

GUY GOURÉVITCH *imagine la journée d'un Président "Folamour", sans préciser qui l'a inspiré.*

page 14 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 3 € ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752 *commission paritaire* N°0420 I 83051

L'OCDE
A FAIT UNE DÉCOUVERTE

Dans son rapport publié début juillet sur les perspectives de l'emploi, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique observe une "embellie" du taux d'emploi : dans les 35 pays qui sont membres de cette organisation, il est en moyenne de 61,7%, (ce qui signifie que moins des deux tiers de la main d'œuvre disponible est utilisée !)… mais constate une stagnation «*sans précédent*» des salaires et une accentuation des inégalités : «*tous les salariés ne sont pas logés à la même enseigne, les revenus du travail des 1% les mieux rémunérés augmentent beaucoup plus vite que ceux des personnes peu payées, accentuant les inégalités existant sur le marché du travail. De même, les salaires des travailleurs à temps plein augmentent plus vite que ceux à temps partiel*».
Et l'OCDE vient donc de découvrir que le précariat se substitue au salariat !
Et prévient : «*Si les pays ne parviennent pas à rompre avec cette tendance, la confiance du public à l'égard de la reprise économique sera compromise*».
Cette organisation serait-elle prête à aller plus loin, jusqu'à comprendre d'où vient la descente en flèche des partis politiques qui ont été au pouvoir depuis la révolution libérale des années 80 ?
On peut le penser car le rapport souligne qu'en Italie, «*l'alliance au pouvoir entre les populistes et l'extrême droite entend revenir en arrière sur la flexibilité du marché du travail mise en œuvre sous le gouvernement de Matteo Renzi, en 2015. Et ce, en limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et aux licenciements sans justification*». Et son secrétaire général, Angel Gurria, a même ajouté, dans une conférence de presse, que la stagnation des salaires n'est pas seulement le fruit de la stagnation de l'emploi, qu'elle est aussi le résultat de «*changements structurels à l'œuvre dans nos économies, que la crise a accentués et accélérés*».

Va-t-on bientôt compendre aussi les causes de la montée du fascisme et de la xénophobie ?

MLD

Quelques chiffres
… éloquents

Au second trimestre 2018 les dividendes mondiaux versés par les entreprises à leurs actionnaires ont augmenté de 12,9% par rapport à la même période de 2017.
Elles atteignent le montant record de 497,4 milliards de dollars (427 milliards d'euros).
Pour l'Europe seule (hors Royaume-Uni) ce montant s'élève à 176,5 milliards, soit 18,7% de plus que l'an dernier.
Douze pays (dont France, Allemagne, Japon, États-Unis) ont réalisé des paiements records.
Les trois entreprises françaises qui ont versé le plus de dividendes sont Sanofi, BNP Paribas et Total.

L'Union européenne
prétend "faire le choix du travail" !

Les moyens de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale sont pratiquement identiques dans la plupart des pays européens et font l'unanimité des économistes classiques : il faut plutôt fournir du travail aux chômeurs et aux personnes pauvres que de leur donner des subsides.
Il faut rompre avec l'assistanat. C'est le principe de l'activation, cher à l'ensemble de la classe politique française, à droite comme à gauche.
C'est aussi le mot d'ordre du Premier ministre («*nous faisons le choix du travail*», répétait-il dans le *Journal du Dimanche* du 26 août).

En réalité, dans tous les pays de l'Union Européenne, les gouvernements maintiennent leur assistance, souvent réduite, mais significative aux chômeurs et aux exclus, pour leur laisser un minimum de revenus…
Sans cette assistance, la situation serait encore plus catastrophique dans la plupart des pays de l'Union europénne : les chiffres fournis par Eurostat pour 2017 :

20% en Allemagne,
22% au Royaume Uni,
18,2 % en France,
17,6 au Danemark,…

montrent bien que les taux de pauvreté y sont déjà très élevés

JPM

La peur est mauvaise conseillère

Comment a-t-on pu croire qu'un ministre de l'écologie, aussi sincère, aussi bien intentionné, aussi populaire qu'il puisse être, aurait pu faire prendre par un gouvernement les mesures qui s'imposent ?
Ces mesures radicales, que ce soit pour freiner les rejets de gaz carbonique dans l'atmosphère dont on ne peut plus douter qu'ils soient la cause des dérèglements climatiques constatés, que ce soit pour cesser d'exploiter les sols au point de les épuiser, d'empoisonner l'air, les rivières et les océans, de bétonner les côtes, de dévaster les forêts, de condamner la biodiversité en massacrant les animaux, etc. s'opposent de façon évidente aux principes qui fondent le système capitaliste.
Il y a incompatibilité totale entre ces mesures urgentes qui impliquent une sobriété raisonnée, et le maintien d'un système pour qui la croissance de la consommation est au contraire une nécessité absolue, la recherche d'un profit financier devant, a priori, y éclipser tout autre considération.
Comment peut-on encore croire qu'il est possible de réduire la production de gaz à effet de serre alors que les ventes de Mirages sont présentées comme une magnifique réussite ?
Prenons l'exemple du glyphosate. Pourquoi l'interdiction de son utilisation est-elle sans cesse repoussée alors que sa nocivité est reconnue ? — Il est flagrant que cette interdiction entraînerait une forte baisse de ressources pour les exploitants de l'agriculture industrielle : on retrouve, dans cette reculade face aux mesures nécessaires, l'intervention de lobbyistes, comme il y en a des milliers, défendant des intérêts privés. Et ils sont souvent bien mieux équipés et rémunérés que les élus qui ont pourtant la responsabilité des décisions légales à prendre.
C'est ainsi que les intérêts des grosses entreprises détruisent toute démocratie.
Depuis la révolution libérale des années 1980, nos gouvernements, qu'ils soient ouvertement "de droite" ou qu'ils se prétendent "de gauche" prouvent bien qu'ils ne sont que des exécutants de ce système : ils gèrent les pays comme une entreprise pour qui toute préoccupation sociale est une charge !
Comment ne pas voir que cette exploitation des êtres humains et la croissance odieuse des inégalités sont le résultat fatal de cette soumission à une idéologie que rien ne justifie ?
Allons plus loin. Par quel moyen cette idéologie se maintient-elle encore ? N'est-ce pas par la peur ? La peur de l'inconnu, et le salaire étant toujours considéré comme la seule source de revenus qui soit imaginable, cette peur est souvent celle de voir encore diminuer le nombre d'emplois.
Quand on prend conscience que la fuite en avant est devenue si dangereuse, il est temps de surmonter cette peur d'un changement qui nous obligerait à revoir nos habitudes.

Ce n'est pas un ministre, ni plusieurs, qu'il faut changer. C'est le système capitaliste.
Mais sans se tromper. Or la politique dite "libérale" menée partout depuis plusieurs décennies a tellement déçu les électeurs qu'un vaste mouvement de réaction se manifeste maintenant vers les partis de l'extrême-droite. C'est ne pas voir que, malgré souvent de belles paroles, ces partis politiques sont loin d'être anticapitalistes. Ils sont au contraire bien décidés à défendre par tous les moyens, même violents, les privilèges d'une classe xénophobe, au mépris de toute démocratie.
Cette confusion dans beaucoup d'esprits va sans doute être entretenue à l'occasion des prochaines élections européennes, les réflexions telles que celles d'André Bellon que nous reproduisons ci-dessous devraient aider à les éviter. En France, les électeurs qui ont cru aux promesses de Macron sont en train de comprendre leur illusion. Comment vont-ils réagir ?

Il ne s'agit plus de critiquer les effets du capitalisme, ni de croire qu'il est possible de les réduire ou de les surmonter. Il s'agit de chercher par quoi le remplacer.
Et heureusement, il est réconfortant de constater que de plus en plus de réflexions et de propositions convergent vers celles que nous défendons depuis si longtemps… trop souvent qualifiées d'illusoires. J'en veux pour exemple celles que vient de publier Benoît Borrits, brièvement présentées ci-dessous.

Marie-Louise DUBOIN

Un totalitarisme peut en cacher un autre

Si on en croit les médias, le populisme, cet être rampant non identifié, menace l'Europe entière. Notre fameuse presse "démocratique" cherche, par ce biais, à imposer aux citoyens l'idée que la démocratie est l'enjeu des élections européennes de mai 2019 et qu'elle est portée par le chevalier blanc Macron contre le côté obscur de la force incarnée par Orban.

Certes, Orban n'est pas, loin s'en faut, un symbole de la démocratie. On peut néanmoins se demander en quoi Macron en serait un, lui qui ne cache pas son goût pour le pouvoir personnel. On peut s'interroger sur la réaction qu'aurait la Commission européenne si Orban avait tenu les mêmes propos que Castaner contre le Sénat.

Il serait grand temps de sortir des illusions sur la nature des institutions européennes, pouvoir administratif hors-sol sans légitimité populaire. On est en droit de s'interroger sur la philosophie qui domine à Bruxelles et qui n'accepte aucune réelle contestation. Depuis trop longtemps, on cherche à détruire la souveraineté du peuple au nom d'une construction européenne qui n'a cure de la volonté des citoyens ; depuis trop longtemps, on nous impose l'idée que l'Assemblée de Strasbourg/Bruxelles est un Parlement alors qu'elle n'est qu'une fiction destinée à légitimer une construction européenne autoritaire.

Retrouver le sens et la portée de la citoyenneté, la force collective de la souveraineté du peuple, impose de refuser ces illusions porteuses de catastrophes ; il convient de contester le principe même d'élections européennes destinées à nous rendre responsables et comptables d'un pouvoir qui n'est pas le nôtre.

André BELLON

Ancien Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Comment réorienter l'économie vers les besoins ?

Les abonnées de *La Grande Relève* vont être fort intéressés par le livre intitulé *Au-delà de la propriété* que Benoît Borrits vient de publier aux éditions La Découverte, car en y poursuivant son objectif de réflexion sur la propriété des moyens de production, il aboutit à des propositions tout à fait proches de celles de l'économie de partage démocratique que, depuis tant d'années, nous défendons dans nos colonnes sous le terme d'économie distributive.

Ce livre est une telle mine de réflexions, en particulier sur les coopératives, que nous ne faisons que le signaler ici, nous promettant d'y revenir souvent.

Il s'appuie d'abord sur l'étude de l'histoire, depuis le 19ème siècle, des diverses expériences de la propriété collective : l'étatisation soviétique, la socialisation espagnole de 1936 et la tentative de correction autogestionnaire des communistes yougoslaves. Leurs échecs, démontre-t-il, «*sont inhérents à la notion même de propriété : excluante et centralisatrice par nature. Même collective, une propriété reste un instrument d'oppression*».

Mais par contre, il conclut avec optimisme que le 20ème siècle «*a été porteur d'innovations qui permettent d'envisager la disparition de la notion de propriété productive : les cotisations sociales, car elles contestent le régime de la propriété par l'imposition de règles de distribution des revenus ; le financement des actifs des entreprises par endettement, car il ouvre la voie à la disparition des fonds propres*». Non seulement il n'hésite pas à remettre en question la façon, qu'il décrit bien, dont les banques privées ont le privilège de créer notre actuelle monnaie de dette, mais il écrit clairement qu'il faut à l'économie une organisation ayant pour effet d'orienter la production vers les besoins des consommateurs.

On lit tous son livre et on en discute ? M.-L. D.

Sans doute dans l'espoir de rattraper quelques électeurs déçus, E.Macron vient de reconnaître que l'armée française a pratiqué des tortures pendant la guerre d'Algérie. Cette déclaration ne lui coûte rien puisqu'il n'était pas né à cette époque, mais elle permet la publication de témoignages tels que celui-ci :

Le général qui a dit non à la torture

«*Je suis un général non violent. J'ai constaté que la torture n'est pas efficace, qu'elle dégrade celui qui la pratique*» affirme Jacques Pâris de Bollardière qui, en novembre 1956, demande à être relevé de ses fonctions parce qu'il refuse de répondre à l'ordre de Massu d'appliquer la torture en Algérie. Après le putch des généraux à Alger il a remis sa démission à Pierre Mesmer, ministre de la Défense, et fait deux mois de forteresse.

Dans le film-portrait *Le général de Bollardière et la torture*, réalisé par André Gazut en 1974, le général de Bollardière disait : «*En Indochine j'ai été confronté à une guerre d'une armée contre un peuple qui cherchait sa liberté*»… «*L'armée, en Indochine, avait le sentiment d'avoir été délaissée. Il lui fallait une revanche, gagner la guerre d'Algérie par tous les moyens*»,

Ce film n'est jamais passé dans une télévision française. Produit par la télévision suisse romande, il a été diffusé par plusieurs télévisions francophones : en 1976 en Suisse, en Belgique et au Canada. En France, il n'est passé que sur France3 Bretagne, il y a un an et demi, et c'était un dimanche à 4 heures de l'après midi. Il a été visionné, il y a deux ans, dans une salle parisienne, à l'initiative de *Reporters sans frontières*, de la FIDH, de la LDH, du syndicat de la critique de cinéma et du journal *L'Humanité*. Selon André Gazut «*il y a une sorte d'autisme pendant la guerre d'Algérie, une guerre peu couverte ou alors commentée à la manière du gouvernement français*».

Jacques Pâris de Bollardière a été résistant à l'occupation nazie. À partir de 1962 il milite pour la non violence, devient "pèlerin de la paix", fait des conférences, écrit des articles et un livre dans lesquels il développe ses conceptions. Son nom n'est plus prononcé jusqu'à ce que ressurgisse le débat sur la guerre d'Algérie et la torture. Le général de Bollardière est mort en 1986.

Le témoignage de Simone de Bollardière

« Le général de Bollardière a toujours été pour la liberté et le respect de la personne. Il était catholique, moi aussi. «*Tu accueilles l'étranger, l'autre est ton frère, quelle que soit la couleur de sa peau*» enseigne l'Évangile.

Quand la France a été occupée en 1940, mon mari est parti rejoindre, en Angleterre, le général De Gaulle. Il a fait toute la guerre contre les nazis. Je l'ai toujours entendu dire qu'il avait fait la guerre contre les nazis et leurs méthodes, il n'a jamais dit : «*contre les Allemands*».

En Indochine, il a constaté qu'une armée engagée contre un peuple qui refuse la domination coloniale ne peut pas gagner. Quand nous sommes revenus d'Indochine en 1953, tous les deux nous nous sommes dit que ce serait le tour de l'Algérie à se soulever. L'Algérie subissait une emprise coloniale très forte. Chaque fois que les gouvernements français successifs ont tenté d'améliorer la situation des Algériens - qu'on n'appelait pas Algériens - ils se heurtaient à un refus de la part des grands colons. «*Vous nous avez fermé toutes les portes, il ne nous restait plus que la révolte ouverte*» disaient les responsables du FLN, à propos de l'insurrection du 1er novembre.

Des jeunes gens qui avaient fait leur service militaire dans l'armée de l'air - un service militaire extrêmement réduit et qui n'avait, en fait, aucune formation militaire - ont été rappelés en Algérie. Quand mon mari l'a su, il a demandé à partir comme volontaire pour les encadrer. Il a été nommé général en arrivant en Algérie, c'était en juillet 1956. Il avait la responsabilité du secteur de l'Atlas blidéen et avait sous ses ordres des hommes qui avaient fait des études, et s'étaient construit des situations. Il voulait mettre à profit leurs savoir-faire. Il avait pris en charge les travaux de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), qui ne se fai- ●●●

saient plus depuis deux ou trois ans parce qu'il y avait l'insécurité. Il avait obtenu les crédits de la DDE, dont l'activité avait repris, ce qui avait permis de donner du travail à la population locale.

Quand la Bataille d'Alger a commencé, en décembre 1956-janvier 1957, et qu'il a appris la pratique de la torture, il a protesté auprès de M. Lacoste qui était le représentant de la France à Alger. Le général de Bollardière disait «*Ce n'est pas possible*», surtout que, parmi ceux qui pratiquaient la torture, beaucoup avaient fait la guerre avec lui contre les nazis. Il avait été profondément choqué. Lacoste a répondu à mon mari, après ses nombreuses protestations : «*Bollardière, arrêtez de faire des histoires et laissez travailler les parachutistes*».

Mon mari n'était soutenu par personne. Quand il est rentré en France, Jean-Jacques Servan-Schreiber, le jeune journaliste qui avait monté le journal *L'Express*, était poursuivi, car ayant été rappelé pendant six mois sous les ordres de mon mari, il publiait un roman qui s'appelait *Lieutenant en Algérie*, dans lequel il racontait ce qui se passait dans les autres secteurs. Quand J-J Servan-Schreiber a su que mon mari était rentré, il lui a demandé s'il approuvait son geste. Mon mari lui a répondu : «*Absolument d'accord, il faut prévenir les Français de ce qui se fait en Algérie en leur nom*».

«Torture et colonisation vont ensemble, aussi bien en Indochine qu'en Algérie.»

Le mot guerre était interdit. La plupart des journaux ne disaient rien. Seuls quelques uns comme *L'Observateur*, *L'Express*, *Témoignage chrétien*, *L'Humanité*, *La Croix*, essayaient de dire ce qui se passait, mais ils paraissaient souvent avec des grands blancs de censure, comme nous en avions connus sous l'occupation allemande, ou alors, ils étaient saisis à la sortie de l'imprimerie.

Et quand M. Guy Mollet, à la Chambre des Députés, affirmait que «*s'il y avait un seul cas ce serait l'horreur parce que la France, c'est le pays des droits de l'homme*», il mentait. Il y avait des témoignages d'appelés, de scouts, de séminaristes. Il y avait des protestations. Les placards de Germaine Tillion débordaient de protestations, de témoignages.

Je pense que les gouvernements de l'époque, aussi bien pour l'Indochine que pour l'Algérie, n'avaient pas osé s'opposer aux grands colons qui, finalement, faisaient la politique française. Étant général d'active, mon mari était astreint au droit de réserve. Il ne l'a pas observé. Il a été tout de suite sanctionné et envoyé en forteresse, c'est-à-dire enfermé dans une petite pièce d'une caserne de gendarmerie, à Saint Denis, du 15 avril au 15 juin 1957. M. Defferre, ministre des Colonies, avait refusé qu'on le licenciât de l'armée, sans solde, comme voulait le faire une partie du gouvernement. Il faut noter que c'est le Conseil des ministres qui décide d'une sanction à l'encontre d'un général.

Il a été désigné, à sa sortie de prison, comme adjoint au général commandant l'Afrique équatoriale française et le Cameroun. Dans la réalité, ce poste n'existait pas. Le général qui commandait l'AEF ne voulait pas de mon mari car, selon lui, «*il avait sali l'honneur de l'armée*». Mon mari s'est retrouvé pendant deux ans et demi dans un bureau totalement vide et sans aucune responsabilité.

Il a quitté l'armée, et il s'est engagé dans l'éducation populaire, organisant des sessions de formation à l'adresse d'adultes. Il a fait cela pendant plus de dix ans.

Le seul officier qui a eu une punition dans la guerre d'Algérie, c'est mon mari. Tous ceux qui ont été compromis gravement dans la Bataille d'Alger ont été promus au grade supérieur, voire décorés de la Légion d'honneur.

La vérité n'est pas bonne à dire. Mon mari a eu la chance de ne pas avoir été fusillé, parce qu'officiellement il n'y avait pas la guerre, dans le sens où il s'agissait de départements français.

Il y a des militaires qui, dans leur secteur, se sont conduits convenablement, c'est certain, mais personne n'a élevé la voix pour dire que ce qui se passait était horrible. Des gens nous ont dit : «*Si vous n'étiez pas contents vous n'aviez qu'à partir*». C'est d'une hypocrisie abominable ! Comment mon mari serait-il parti avec nous pendant qu'une jeune fille hurlait, parce qu'on la violait, qu'un petit berger souffrait tout autant, parce qu'on le torturait ? Ce n'est pas pensable ! Il ne fallait rien dire. L'armée, c'est plus fort que l'Église, on ne la critique pas.

En juin 2000, il y a eu dans *Le Monde* une interview de Louisette Ighilariz dans laquelle elle racontait les tortures qu'elle avait subies. Invitée à la fête de *L'Humanité*, en septembre, Louisette Ighilahriz, s'adressant à des journalistes, leur dit : «*Le Monde publie un témoignage sur ce que j'ai subi, et il ne se passe rien, il n'y a pas de réaction*». Charles Silvestre (journaliste de *L'Humanité*) et d'autres, se sont dit qu'il fallait faire quelque chose. Ils ont cherché et trouvé six hommes et six femmes, dont moi, pour faire cet appel. Nous, "les Douze", nous demandions que le gouvernement reconnaisse ce qui s'était passé sous l'autorité du gouvernement français de l'époque, qu'il s'engage à ce que cela ne se reproduise plus jamais, qu'il ouvre les archives. Nous disions aussi que nous ne cherchions pas à faire des jugements contre qui que ce soi».

Simone de BOLLARDIÈRE

Le lapin se rebiffe

Les premiers humanoïdes étaient principalement végétariens, à la manière des grands primates actuels. D'après Yves Coppens, un changement climatique amena une importante déforestation et l'ancêtre de l'humain s'adapta à la savane. Le manque de variété alimentaire faillit être fatal à notre espèce et celle-ci, par réflexe d'adaptation, s'intéressa aux charognes abandonnées par les fauves afin d'acquérir les protéines indispensables. Cette activité l'amena à réagir rapidement, avant l'arrivée des autres charognards, hyènes, chacals, vautours, et à observer constamment par dessus les hautes herbes pour sa sécurité, et aussi pour l'accès à la nourriture.
Prétendre alors que l'augmentation du volume du crâne de l'humain fut l'effet de l'ingestion de viande apparaît peu crédible. Les prédateurs, comme le lion ou le crocodile, n'ont pas eu le volume de leur crâne augmenté depuis des millions d'années. La cause est certainement ailleurs. Il faut la chercher dans l'évolution vers la prédation : la libération de ses mains, par une station debout fréquente, permit à l'être humain la confection et l'utilisation d'outils variés. Et, grâce à la mise au point de stratégies d'abord copiées sur d'autres prédateurs, puis élaborées en fonction de techniques appropriées aux nouveaux outils, à la création de piégeages, au travail en coopération, à la distribution équitable, activités qui demandent toujours plus d'observations, de réflexion, d'inventivité et d'adaptations.

La chasse devint donc, avec la cueillette, un élément déterminant pour assurer l'approvisionnement nécessaire à la subsistance, et une activité qui conditionna la vie sociale et le partage des tâches. La faculté d'adaptation et l'abondance de la biodiversité assuraient dès lors les bases de l'existence.
Cet équilibre dura pendant des dizaines de milliers d'années.

Vers 10.000 ans avant J-C, une nouvelle évolution climatique, relativement brutale, amena l'humain, dans certaines régions du monde, à faire évoluer ses moyens d'existence. Sans revenir sur cette évolution (appelée néolithique en Mésopotamie, berceau de notre civilisation), je l'ai abordée dans un article précédent[1], intéressons-nous à l'évolution de la considération de l'homme envers la nature en corrélation avec son activité de chasseur. Car cette relation entre la chasse et la nature illustre un bouleversement culturel qui éclaire les causes de l'état de santé actuel de la planète.

Humain et nature, un couple en crise

Pendant tout le paléolithique, la chasse est incluse comme activité de prédation de l'espèce humaine qui se considère comme appartenant à l'écosystème, au même titre que tous les autres animaux. La vie et la mort se côtoient comme des entités appartenant à la nature. Le respect est de mise. L'un doit la continuité de sa vie à un autre, et ainsi de suite, aux différents niveaux de la chaîne alimentaire. Les animaux, comme l'humain, prélèvent ce dont ils ont besoin, et pas plus, la vie étant considérée comme précieuse et précaire. Chaque être profite du présent, de l'abondance qui lui est offerte car il sait que demain est aléatoire. Le sioux Tahca Ushte se rappelle : «*Quand nous tuions un bison, nous savions ce que nous faisions. Nous nous excusions auprès de son esprit, nous essayions de lui faire comprendre pourquoi nous agissions ainsi, nous honorions d'une prière les os de ceux qui donnaient leur chair pour nous garder en vie, une prière pour leur retour à la vie, pour la vie de nos frères de la nation bison, autant que pour notre propre peuple. Vous ne pouvez comprendre ces choses…*»[2].

À partir du néolithique, la sédentarisation imposée par l'agriculture et l'élevage bouleverse le rapport entre l'homme et la nature. Celle-ci, jusqu'alors pourvoyeuse, devient progressivement une adversaire de laquelle il faut, par un lourd labeur, extraire sa pitance. Les caprices de la nature (sécheresses, inondations, tempêtes, maladies, prédateurs, etc…) angoissent l'agriculteur et l'éleveur au fur et à mesure que l'alimentation repose principalement sur les récoltes et le bétail. La nature n'est plus une mère protectrice, mais une ennemie ●●●

qui fait peur et qu'il faut combattre. Il faut irriguer les champs pour se prémunir des sécheresses, labourer la terre, prier pour écarter les intempéries et les parasites. Il faut empêcher les prédateurs de s'attaquer au bétail, dompter les animaux pour les domestiquer, prier aussi pour être épargné par les maladies. En conséquence, la chasse évolue d'une activité de prédation respectueuse à une activité de guerre contre les ennemis (lions, loups, ours, etc…) et d'apport alimentaire pour éviter la pénurie. La nature, qui permettait l'abondance heureuse au paléolithique, devint une ennemie redoutée dont chaque animal sauvage était considéré comme un nuisible qu'il fallait anéantir. Ce qui se traduisit par une évolution de la mythologie, les déesses pourvoyeuses étant peu à peu remplacées par des dieux guerriers et autoritaires.

Dans le même temps, la civilisation occidentale se bâtit en comptant sur deux activités devenues prépondérantes : la guerre et le commerce. La nécessité d'extension territoriale promeut la conquête et l'acquisition de butins sous forme matérielle et de force de travail, celle des esclaves. Les échanges commerciaux avec des civilisations lointaines permettent d'acquérir des denrées rares et précieuses. Ces deux activités apportent de telles gratifications qu'elles deviennent institutionnelles et modifient en profondeur les structures sociales. Dès lors, les préoccupations dépassent le simple présent, elles gagnent l'avenir. L'agriculture, l'élevage, le commerce, la guerre, obligent à prévoir, à établir des plans et des stratégies. Plus rien n'est comme avant, le souci principal du seul bien-être immédiat laisse la place à la prévision, à la préparation. En particulier, la guerre demande une organisation, de l'investissement en matériel et en hommes pour obtenir la suprématie militaire, des stratégies, l'estimation des profits à réaliser pour couvrir les dépenses, et la prise de risques. De même pour le commerce : le gain envisagé doit peu à peu dépasser l'investissement. Ainsi, toute initiative, tout échange, devient un combat dont il faut extraire un profit afin de couvrir les risques. On voit poindre les prémices de l'esprit capitaliste.

Pour en revenir à la chasse, elle va suivre l'évolution de la civilisation et de l'état d'esprit. De prélèvement respectueux, elle devient une guerre contre la nature, contre les prédateurs, les parasites, les nuisibles. D'ailleurs les mêmes armes sont utilisées pour la guerre et pour la chasse. À partir du moment où l'humain a considéré la guerre comme gratifiante, il a transposé cet état d'esprit à l'activité de prédation. Les tableaux de chasse deviennent des massacres ou des mises à sac de villes et de villages. On ne prélève plus juste ce qu'il faut, on conquiert, on affiche sa puissance, on prélève un butin pour en tirer gloire.
Pour l'humain, il y a dans l'environnement ce qui lui est utile et ce qui ne l'est pas. Puisque la nature pourvoit à une grande partie des besoins matériels, l'esprit de conquête commande, il incite à se servir en exerçant son pouvoir. On exploite ce qui est utile, on élimine ce qui ne l'est pas. L'habitude ainsi prise conduit à des théories anthropocentriques qui favorisent le nouvel état d'esprit. Puisque Dieu a permis la suprématie de l'humain sur Terre, il n'y a qu'un petit pas pour affirmer qu'il a mis la nature et tout ce qu'elle contient au service de l'humain. Infiniment bon et puissant, Dieu n'a pu que mettre des ressources inépuisables à la disposition de sa suprême création, l'humain, pour qui tout ce qui lui est utile peut donc être assimilé à du matériel. Dès lors, les êtres vivants non humains sont traités comme des objets qu'il peut utiliser comme bon lui semble.

Et depuis 5.000 ans environ, il n'a pas dérogé à cette règle : il peut mettre la main ou le pied partout où son pouvoir peut s'exercer. Pouvoir qui s'identifie à l'importance du domaine possédé, au nombre de personnes mises à son service, au matériel exhibé, aux loisirs accessibles. Son pouvoir sur la nature s'inscrit dans cette optique et la chasse en fait partie : elle devient une démonstration du niveau social atteint. L'animal est comme un objet au service du jeu, du loisir et du sport, dont la vie et la mort dépendent du bon plaisir humain.

Comment renoncer à une obsession si gratifiante ?

L'humain occidentalisé constate aujourd'hui les effets désastreux de cette fausse route. Mais remettre en question son choix d'itinéraire l'amènerait à envisager des solutions qui contrarient son esprit de conquête. Cette psychose du pouvoir l'empêche de réagir lucidement, et la conscience dont il se targue est brouillée par son désir obséquieux de domination. Alors il s'obstine à vouloir trouver une solution faisant appel au tout technologique, donc inscrite dans un système économique, le capitalisme, issu lui-même de l'orientation psychique occidentale depuis le néolithique. La gratification par la conquête technique, qu'il assimile au progrès, ne peut plus le quitter sans une prise de conscience du danger encouru et la volonté de s'en sortir. Sans un

travail sur lui-même, comment pourrait-il échapper à ce désir obsédant de conquêtes, de compétitions, de suprématies, sur ses semblables et sur la nature?

Quelle orientation prend aujourd'hui le rapport entre l'humain et la nature ? Le souhait de la préserver, les mesures et les actions entreprises à son égard, réussissent-elles à inverser la tendance ? — Absolument pas. L'état d'esprit dominant conditionne les débats et persiste à s'imposer. La nature sauvage se retrouve cloisonnée dans des parcs pour touristes et pour scientifiques, dérivés des zoos, loin des zones de ressources exploitables. La faune est maîtrisée, bardée de capteurs, d'émetteurs et de caméras, elle est considérée comme un objet rentable par sa rareté, selon les lois du marché. Sans une réelle prise de conscience et de volonté, il ne peut pas y avoir de véritable revirement de la considération envers la nature, sauf quelques actions et réactions de militants isolés.

Face au mur qui se présente devant lui, l'humain persiste à croire que sa situation de dominant et d'indépendance vis-à-vis de sa condition naturelle reste possible. Les innovations techniques confortent son obsession, la conquête spatiale l'attire, l'indépendance vis-à-vis des contraintes biologiques comme le vieillissement, les tares génétiques, la procréation, devient un nouveau territoire qu'il entend conquérir.

La chasse s'inscrit dans cette obsession de dominance. Elle n'hésite pas à proclamer qu'elle participe à la préservation de la nature par la maîtrise de la faune et des zones dites sauvages constituant des réserves à gibier. Mais ces espaces ne sont que des artefacts, des terrains de jeux à aménagement anthropocentriques. Comme si un golf, un jardin d'agrément ou un terrain de football avaient quelque chose à voir avec un espace naturel !

«*Les chasseurs se flattent de gérer la faune sauvage en procédant à des «lâchers», ce qui signe plutôt une belle ignorance des écosystèmes… C'est par millions que sont relâchés dans des espaces parfois mal adaptés, …tout ce qui fait leur «gibier», pour repeupler les habitats qu'ils ont détruits… Ces lâchers induisent le piégeage des prédateurs naturels pour limiter les pertes et bouleversent donc complètement l'équilibre des milieux, qui ne sont que des stands de tir. Cette pratique prouve simplement que les chasseurs tuent plus d'animaux qu'il n'en naît, et qu'elle est donc catastrophique sur tous les plans et dans tous les domaines. Elle démontre que la "gestion" cynégétique est, plus qu'un leurre, une imposture*»[2].

Les nouvelles avancées scientifiques en sociologie et en anthropologie, en écologie et en physique environnementale, en communication et en médecine, révèlent des connaissances qui remettent en question les certitudes acquises. Elles devraient être appliquées et ainsi modifier totalement les rapports entre les individus et les peuples, la politique et l'économie mondiales. Mais en réalité elles sont victimes de la négligence, du dénigrement, de l'effet de non-recevoir de la part des autorités qui protègent les pouvoirs issus d'une époque désormais révolue. De même, les découvertes réalisées en éthologie, en biologie, en écologie, en zoologie, qui nous rapprochent des animaux, tardent à avoir de l'incidence sur nos rapports avec eux et avec la nature, l'état d'esprit anthropocentrique faisant de la résistance. L'effet de ce pouvoir est similaire à celui d'une drogue, il est difficile de s'extraire et de se débarrasser de cette addiction. D'où cette activité de chasse qui cherche par tous les moyens à se perpétrer, à résister à toutes les raisons de l'abolir.

Dans une démocratie, 2% de la population peuvent-ils imposer leur intérêt particulier contre l'intérêt des 98% restants ? Et pourtant, aujourd'hui, cette petite minorité est si organisée, elle a de tels appuis au niveau du pouvoir, qu'elle a plus de poids que la grande majorité, indolente et passive. C'est au point que, dans le cas des arrêtés relatifs à la chasse et au classement des «*nuisibles*», les chasseurs doivent être consultés directement par les préfets, via leur fédération, et indirectement, via les conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) — dans lesquels ces chasseurs sont majoritaires : «*Le décret 88940 du 30/09/88 indique que chaque année les préfets fixent dans chaque département la liste des animaux «nuisibles». Cette liste comprend les belettes, martres, fouines, putois, renards, ragondins, rats musqués, lapins, sangliers, visons d'Amérique, pigeons ramiers, geais des chênes, corneilles noires, corbeaux freux, étourneaux, pies… La persistance dans notre droit positif d'une réglementation sur les «nuisibles» traduit le poids néfaste du lobby-chasse, de ses fantasmes, de son inculture écologique… Que sait de la nature celui qui prétend l'asservir et la dominer par le fusil, le piège et le poison?*»[2].

Cela revient à demander aux patrons des multinationales de combien il faut relever le SMIC ou réduire le temps de travail !

●●●

L'exploitation de la nature continue à bénéficier d'une protection de la part des pouvoirs politiques. Qui peut s'opposer à la destruction des forêts tropicales, de la faune africaine, aux exploitations polluantes de gisements divers, aux épandages criminels de produits toxiques, à l'urbanisation et aux bétonnages gigantesques, etc… ?
La chasse profite de cette même protection. Exemples : l'article L.425-12 du Code de l'environnement prévoit que la fédération de chasseurs peut se retourner contre les opposants qui n'ont pas procédé sur leur propriété à la régulation des espèces de grand gibier. Les chasseurs ont obtenu du gouvernement Fillon et de Borloo, ministre de l'écologie, par décret du 3 juin 2010, la création d'une contravention «d'entrave à la chasse», l'objectif étant de faire taire la contestation, de censurer les objecteurs de conscience et les témoins…
La liste est longue en ce qui concerne les "cadeaux" offerts par le gouvernement Sarkozy aux chasseurs, et ces "cadeaux" affluent de nouveau sous le "règne" de Macron.
Quel totalitarisme de la part des chasseurs et quel aveu de servilité de la part des politiques !

Un choix urgent

Or, après la destruction de l'habitat, la chasse est la deuxième cause de disparition des espèces. Diversité de la faune et chasse sont donc incompatibles. Mais l'urgence de l'établissement et de l'application de mesures de protection de la nature demande du courage et la reconnaissance de notre responsabilité. L'humain n'a plus le temps de tergiverser s'il veut, tout simplement, "s'en sortir". «*À l'heure où la communication remplace l'information, où la mort des idéologies se mue en mort des idées, où la politique sombre dans l'affairisme et ignore la conviction qui transcende pour satisfaire au carriérisme cynique, il devient impérieux de proclamer cette éthique supérieure fondée sur deux principes fondateurs: la responsabilité de l'homme envers la planète, la réconciliation de l'homme avec la vie*»[2]. L'inadmissible n'est pas aménageable, on l'admet ou on le rejette. La chasse n'échappe pas à ce constat.

Cette suppression implique une philosophie, une véritable révolution, un choix de civilisation.
Le choix entre, d'une part, le maintien de la suprématie humaine par l'utilisation massive de la technologie et, d'autre part, la réconciliation totale avec l'environnement naturel, doit être fait rapidement parce qu'il conditionne les orientations indispensables à notre civilisation.
— Soit le maintien du capitalisme : la nature soumise au marché, la conquête technique, donc la guerre en permanence.
— Soit la démocratie économique : l'économie distributive, la coopération, la priorité au bien être social et individuel, la paix et la réconciliation avec l'environnement sauvage.

Si cette deuxième option est choisie, la chasse, comme tous les jeux et loisirs utilisant les animaux, n'aura plus sa place au sein de la société humaine. Et réduire l'impact humain demandera l'application de mesures considérables, qui auront des répercussions dans tous les domaines, entre autres : production et consommation, urbanisme, transports, démographie, etc.
Car le défi posé par l'explosion démographique est à la fois quantitatif et qualitatif. Combien d'humains la Terre peut-elle supporter en maintenant intégralement sa biodiversité ? Le seuil tolérable est déjà largement dépassé, compte tenu des conditions actuelles d'exploitation de la nature. Or ce seuil serait évidemment plus élevé si les humains se comportaient en écologistes responsables et bienveillants, au lieu de demeurer des prédateurs n'abordant la nature qu'avec des fusils et des engins motorisés, mus par la volonté de maximisation des profits au détriment des espèces et des espaces.

Le choix à faire, et il est d'autant plus urgent que le développement rapide des moyens techniques de prédation les rend de plus en plus efficaces, signifie donc la prise de conscience massive de la nécessité de se débarrasser de la psychose guerrière et marchande.

Une telle libération psychologique est la condition pour que l'opinion soit enfin en mesure d'envisager l'éradication mondiale du capitalisme et donc l'émergence de l'économie distributive.

François CHATEL

Références :
1. François Chatel, *L'ennemi public n°1 : la pensée occidentale*, GR 1179 (octobre 2016).
2. Gérard Charollois, *Pour en finir avec la chasse*, éd. imho.

De quand date cette chanson et de qui sont ses paroles ? — Un abonnement gratuit pour un tiers au premier lecteur qui nous enverra la bonne réponse !

Y'a trop d'tout !

On n'entend plus parler que d'crise
Plus y'a d'blé plus on crèv' de faim
Plus y'a d'richesses et plus y'a d'mouise
Plus y'a d'or plus y'a d'purotins
Y'a trop d'ouvriers mais faut faire
De la cadence et du rendement
Les bourgeois n'pens' plus qu'à la guerre
Pour liquider les stocks des gens
Paraît qu'y a trop d'machines sur terre
Trop d'employés trop d'paysans
Trop d'types qui sont intelligents
Trop d'jeunesses mais y'a jamais trop
D'militaires et trop d'bonnes d'enfants

REFRAIN
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Vous croyez qu'c'est chouette
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Et bien pas du tout
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
C'est à perdre la tête
Y'a trop d'tout trop d'atouts

Y'a trop d'autos mais l'on s'entasse
Dans les métros et l'autobus
Y'a trop d'souliers mais l'orteil passe
Dans des croqu'nots qui n'en peuvent plus
Y'a trop d'charbon mais on grelotte
Dans des taudis oùsqu'il fait froid
Y'a trop d'maisons mais des tas d'potes
Crèvent sous l'pont qui leur sert de toit
Y'a trop d'patates y'a trop d'carottes
Y'a trop d'chaussettes et y'a trop d'bas
Y'a trop d'vestons y'a trop d'culottes
Y'a trop d'apéritifs de choix
Y'a trop d'pinard... on boit d'la flotte

AU REFRAIN

On brûle on noie on jette on casse
Y'a trop d'hommes qui n'peuvent plus bouffer
On gaspille comme des dégueulasses
Tout c'qui s'rait si bon à manger
On cuit l'mouton dans la chaux vive
La sardine à l'huile va nager
L'blé d'vient l'pain des locomotives
Et la mer une tasse à café
Les oignons flottent à la dérive
Le lait s'transforme en affluent
On n'compte plus tous les fruits qui s'perdent
Et comm'y'a trop d'engrais souvent
On n'sait même plus quoi faire d'la merde

AU REFRAIN

Si y'a trop d'tout c'est qu'y'a des types
Qui ne pensent qu'à vous exploiter
Ils ont beau s'en mettre plein les tripes
Y'n'pourront pas tout consommer
Ils vont crever sur leurs richesses
Ou bien vous forcer à crever
Les gaz dissipent la détresse
Quand l'hypérite va tout va
Eh bien non prenez les usines
Prenez les champs prenez les mines
Frappez et l'on vous ouvrira
La machine est à vous les gars
Faites obéir la machine

AU REFRAIN

Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Pas besoin d'la guerre
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Travaillons moins d'heures
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Augmentons l'salaire
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
Tout partout
Finie la vie de chien
Prenons tout prenons tout
Et tout ira bien
J'aurai tout
Tout partout
Comprenez-moi bien
Y'a trop d'tout y'a trop d'tout
C'est pour ça qu'j'n'ai rien

Nous laissons au lecteur le soin de choisir quel "Président Folamour" a inspiré le billet qui suit :

Une belle journée,
ou le Président Folamour

Derrière les fenêtres imposantes, le Président prenait son café. Autant dire qu'il savourait le meilleur moment de la journée, avant que les services secrets, le secrétaire au Trésor, ou ses conseillers viennent le harceler dès le matin, avec des problèmes insolubles, ou de l'embarrasser avec des questions sans intérêt et sans réponse.

Le soleil était radieux. Il pensait à sa fille et à ses deux fils. À sa fille surtout. Aux grands yeux bleus encore innocents de ses seize ans et tellement douée dans ses études de médecine – oui, répétait sa mère, elle veut devenir médecin du monde, quel exemple pour les électeurs, enfin pour les gens, quoi. Alors que sa femme ne voyait en lui que sa cravate mal centrée ou son oubli permanent d'inviter aux réceptions officielles sa meilleure amie - tout de même présidente bienfaitrice de la scientologie éducative - cette petite était la fierté de son de père.
En somme, il vivait pleinement sa vie trépidante de président.

Il était bien bon, ce café. Oui, Matthias, entrez. Détendez-vous mon vieux, vous me paraissez nerveux, ce matin. Rassurez-vous, nous ne sommes pas à la Chambre, hein ? Allez, regardez ce merveilleux printemps sur le parc, et servez-vous donc quelque chose.
Parlez calmement, mon ami, je ne vous comprends pas.
Quoi des missiles ? Quels missiles ?
Il y a des missiles détectés par nos satellites, et ils ne sont pas à nous ? Eh bien alors à qui sont-ils nom d'un chien ?
Ne me dites pas que c'est Poutine, je l'ai encore eu hier soir au téléphone, c'est un type très correct, et fort bien élevé. Pas comme ce jeune canadien, là, comment s'appelle-t-il déjà ? Troudot, c'est ça ? D'accord, d'accord, ce n'est pas le problème.

Vous me dites qu'ils sont balistiques, ces missiles ? Ce sont des gros, alors ? Et il y en a beaucoup, en plus ? C'est très ennuyeux, ça, Matthias.
Quoi faire ? Mais je n'en sais foutrement rien, mon vieux, ce n'est pas mon domaine ; je n'y connais rien en missiles, pas plus qu'en économie d'ailleurs ; un peu en médecine, par ma fille, mais c'est tout. Appelez-moi le général qui s'occupe des missiles. Oui, Eastmoreland, c'est ça. Il est là ? Eh bien faites-le entrer, qu'est-ce que vous attendez ?

Bonjour, Jack. J'espère que vous êtes au courant ? Alors, votre avis ?
Je suis d'accord, il faut réagir en balançant les nôtres aussi, mais sur qui ? Vous savez d'où ils viennent ces foutus trucs ? Même pas. Je sais, Jack. Les services de renseignement ne font pas leur boulot, mais là, je comprends qu'on n'a pas le temps pour des réformes.
Aidez-moi, remuez-vous les méninges. Tiens, que pensez-vous des chinois ?
Non, à la réflexion, Xi Ping est trop policé, trop affable. Oui, Xi Jinping, si vous voulez. Les gros missiles, ce n'est pas son style, vous comprenez. Et puis il détient la plupart de nos bons du Trésor, plus que notre propre banque centrale, alors de toute façon ... Non, les chinois, ce n'est pas crédible.
Ah, j'ai trouvé. C'est encore ce Kim-il je ne sais quoi. Parce que, lui alors, c'est un vrai con, il est capable de faire n'importe quoi pour épater sa femme. Ses femmes ? Vous croyez vraiment qu'il en a plusieurs, comme les mexicains ?
Ah, ou alors ce sont les iraniens. Ils n'ont pas encore eu le temps de faire la bombe ? Tiens, c'est amusant, ça. Bon admettons, ce ne sont pas les iraniens.

Matthias, renseignez-vous, mon ami. Nous avons combien de temps, avant qu'ils nous tombent sur la figure, ces missiles ? C'est important pour la stratégie voyez-vous, parce que si nous avons

vingt-quatre heures, on peut encore réfléchir, mais si nous n'en avons plus qu'une, il faut envoyer les nôtres, tous azimuts, tout de suite, et sur tout le monde. Par précaution, comprenez-vous ?

Matthias, ne soyez pas obséquieux c'est énervant. Faites ce que je vous ai demandé.

Jack, je suis désolé de vous le dire, mais vous ne m'êtes d'aucune utilité. Donnez-moi un conseil, au lieu de me répéter à tout bout de champ qu'il faut appuyer sur le bouton.
Oui, entrez. Ah, mon cher Henry, comment allez-vous ? Alors, le petit va mieux depuis son accident de vélo ?
Oui c'est vrai, les missiles. Sérieusement, Henry, que pensez-vous de cette histoire de fous ? Rien ? Mais si vous ne pensez rien, Henry, pouvez-vous me dire pourquoi je vous ai nommé à la tête des services de contre-espionnage ?
Bon, si je résume, personne ici n'a aucune idée du crétin qui a pris l'initiative de m'emmerder ce matin ?!

Allô ? Oui, Matthias. Il nous reste donc deux heures trente-cinq. Et il y a treize missiles ? Ou quinze, on ne sait pas, parce qu'il y en a déjà deux qui sont entrés dans l'atmosphère, et … pardon ? Il y a des nuages. Bien sûr, je comprends. Des nuages.
Messieurs, je me demande parfois à quoi peuvent servir les cinquante-trois milliards annuels que vous me faites investir dans les systèmes de défense tous temps, si on a perdu, je cite : « dans les nuages », la trace de deux missiles balistiques ennemis.
Je sais, Matthias, nous n'avons plus que deux heures trente. Merci.
Allô ? Oui, non, Helen, je n'ai pas le temps ; et, je vais te dire … Helen, s'il te plaît, pas la scientologie, pas maintenant. Et cesse d'utiliser la ligne directe cryptée, je crois que je vais en avoir besoin et ça va sonner occupé, vois-tu ; tu peux comprendre ça, Helen ? Bien.

Alors, on fait quoi, Messieurs ? Vous avez pu réfléchir calmement ? Non, toujours rien ?
Je contacte Maria Fernanda Espinosa, la nouvelle secrétaire générale de l'ONU. Je sais, personne ne la connaît, c'est précisément pour cette raison que je l'appelle ; elle a peut-être des idées intelligentes.
Bonjour Maria. Moi aussi, ça me fait plaisir de vous entendre : je sais, chère amie, je ne vous appelle pas souvent, mais c'est parce que je ne me souviens pas toujours à quoi sert l'ONU. Ne le prenez pas mal, je plaisante.
Bon, écoutez Maria, j'ai un sérieux problème. Ah vous savez ? Je croyais que l'information était classée militaire, excusez-moi. Avez-vous quelque chose à me suggérer, par hasard ?
Messieurs, elle me dit d'aller me … faire vérifier nos satellites, car leurs informations sont peut-être erronées. Elle a raccroché sèchement, mais ce n'est pas stupide. Vous regardez ça, Henry ?
Henry ! Vite, s'il vous plaît.

En parallèle, Jack, préparez-moi quelques missiles de bon calibre prêts à être lancés sur, disons, la Corée - du Nord évidemment quelle question, et en évitant le Sud si ce n'est pas trop vous demander - et puis sur l'Iran et le Pakistan parce que personne n'y trouvera rien à redire, et sur la Tchétchénie, voire l'Ukraine, pour le petit coup d'œil à Vladimir, que j'aime bien.

Bonne idée, Matthias, je vais demander son avis à Netanyahou.
Salut, Benjamin, comment va ? As-tu pu réparer la pierre du Mur qui est tombée, là, dernièrement ? Ah c'est bien, ça ; pas trop de manifs ? Bien, bien.
Bon, tu sais que j'ai un gros problème ; d'ailleurs tu le savais avant moi. Qu'est-ce que je peux faire à ton avis ? Rien tu crois ?
Non, ce n'est pas possible ! Tu penses que ce sont des amis conservateurs de chez moi, qui ont bidonné des informations pour que je lance des représailles pour rien ?
Tu ne le penses pas, tu le sais. Ah bon.
Dis-moi, tu en as beaucoup comme ça chez toi, je veux dire, des extrémistes un peu foufous ? Oui, c'est ce que je pensais. Mais toi, tu les contrôles ; pas tous quand même, ça m'étonnerait.
Eh bien, en tout cas tu aurais pu au moins me passer un coup de fil.

Parce que je vais te dire, depuis ce matin j'en ai avalé mon café de travers.

Guy GOURÉVITCH

Je ne partage pas les commentaires de CR à Châlons-en-Champagne à propos du mouvement social à la SNCF et je regrette la RDLR complaisante qui l'accompagne (courrier des lecteurs GR1199, juillet 2018). Dans un tel conflit, qui porte sur la défense du service public des chemins de fer et des acquis sociaux qu'il conviendrait d'élargir à l'ensemble des travailleurs plutôt que de les réduire comme peau de chagrin à chaque nouvelle initiative du gouvernement Macron, on ne peut s'attendre à trouver tous les éléments de réflexion qu'appelle le lecteur dans les «grands médias» qui ne remettent pas en cause le libéralisme économique et sa stratégie mondiale. Pourtant, on peut aussi aller chercher à la source l'analyse des motivations de ceux qui souhaitent poursuivre la lutte, en consultant notamment le dossier de 48 pages de la CGT cheminots : https://www.cheminotcgt.fr/wpcontent/themes/cheminotcgt/assets/img/layout-/ENSEMBLE-POUR-LE-FER.pdf

Croire que l'on pourra avancer vers une autre organisation de la société, comme le revendique la GR et sans doute le lecteur, sans de puissantes luttes sociales, c'est oublier l'échec de la social-démocratie. Croire que le gouvernement a la volonté de développer le service public avec des mesures classiques de la logique libérale n'est guère crédible. En revanche, le dossier ci-dessus me semble apporter les éléments de réflexion qui fondent une juste lutte avec la vision d'une transformation en profondeur de la société telle que nous pouvons la souhaiter.

Pour rappeler ce que service public signifie dans la vie de tous les jours d'un cheminot, on peut lire aussi les articles de la nouvelle revue numérique Les Jours, dont voici un lien vers le premier d'entre eux: https://lesjours.fr/obsessions/sncf-cheminots/ep1-cite-cheminote/

Enfin, pour «la petite histoire», je renvoie volontiers à l'article «Au-delà du service public !» que j'avais écrit dans la GR1128 (février 2012). Une anecdote qui se situe durant l'Occupation, en gare d'Arras, http://www.economiedistributive.fr/Au-dela-du-service-public.

G.E, Rueil-Malmaison

RDLR : Merci pour la référence au dossier de 48 pages établi par la CGT des cheminots, car c'est un travail remarquable qu'il faut lire pour bien comprendre le problème.

Mais en osant écrire que *La Grande Relève* croit *«qu'on pourra avancer vers une autre organisation de la société sans de puissantes luttes sociales»* parce que nous aurions *«oublié l'échec de la social-démocratie»*— échec qu'au contraire la *GR* a annoncé dès l'origine, puis régulièrement dénoncé dans ses colonnes, notre lecteur, manifestement, se trompe.

Or il se trouve que, reçue presque en même temps, la réaction d'une très fidèle lectrice à un autre courrier, lui répond, bien qu'indirectement, en ces termes :

***

J'ai lu avec une certaine amertume la lettre envoyée par P.S. de Romainville expliquant pourquoi elle n'était pas sûre de se réabonner à la GR sous prétexte qu'elle ne trouvait pas d'appel à manifester physiquement dans les rues. Oui, le père de Madame, comme le mien que j'accompagnais dès mon jeune âge, distribuait des tracts chaque dimanche avenue de Saint Ouen. Mais l'âge impose des limites physiques à la déambulation militante.

*En revanche, les penseurs de la GR mettent une énergie hors du commun dans l'**action militante intellectuelle**. Apportant incessamment leur réflexion économique toujours en lien avec*

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

A. Voisin 7 - R. Labesse 60 – Dominique Roth- 6. Total 73 euros. ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

l'actualité, fondée sur une longue expérience et sur une information large et critique.
Cet apport est inestimable, car peu de gens ont cette capacité.
Notre apport à la pensée distributiste est, au moins, de soutenir le journal, de le diffuser et de s'en servir pour provoquer une réflexion au regard de la situation actuelle.

Colette Buguet, Montréal,Canada.

***

C'est toujours avec bonheur que je lis les articles de la GR dénonçant, preuves à l'appui, diverses turpitudes économiques du moment. Un regret : l'époque précédente où il était ouvertement question de chercher collectivement un chemin qui pourrait nous conduire à la réalisation de l'économie distributive.
Autrement dit, y-aurait-il un chemin économique concret pour sortir à terme du système capitaliste irréformable en lui-même, source de tout ce que nous dénonçons avec vous dans vos toujours fouillés et brillants articles de dénonciations pertinentes ?
La réalisation de l'E.D. ne sera-t-elle possible qu'au lendemain d'une catastrophe genre catastrophe nucléaire mondiale permettant aux survivants éventuels de pouvoir remettre tous les compteurs à zéro ? (cf Les Affranchis de l'an 2000). Faut-il attendre une plausible fin de l'humanité, (énorme changement accéléré du climat…) rabaissant l'E.D à un hypothétique Grand Soir ?
La Sécu mise en place par Ambroise Croizat en 1946 sans ses corrections actuelles pour en arriver hélas bientôt à une Sécu par point à la scandinave, ne pourrait-elle être un chemin économiquement concret de sortie du capitalisme, si politiquement bien orienté, pouvant y conduire progressivement ?
Quelqu'un a dit : La sécurité sociale ce n'est pas une affaire de solidarité. La S.S. est une affaire de changement de Mesure de la Valeur Economique. La moitié du PIB aujourd'hui relève d'une logique anticapitaliste.
Quand on additionne la production des fonctionnaires et la production de tous ceux qui vivent de la S.S., la moitié du P.I.B (mesure de cette valeur économique) ce n'est quand même pas rien ! Vrai ou pas ?
L'impôt il corrige et en corrigeant, il légitime ce qu'il corrige. La S.S. elle marginalise et à vocation de se substituer aussi bien au profit et au marché du travail etc etc ?
Si c'est exact, cela ne mériterait-il d'être approfondi comme chemin politique possible de sortie du capitalisme, au présent indispensable pour la réalisation de l'E.D appelée de nos vœux ?
Ce type de sécu 1946 ne serait-il pas le "pied d'argile" concret du capitalisme en train d'être éradiqué par le néolibéralisme bien lucide, lui, sur la question ?

Jean Bourgeois, Jemelle, Belgique

RDLR : En lisant page 4 ci-dessus, la présentation du livre de B. Borrits *Au delà de la propriété*, vous verrez que nous ne sommes pas seuls à faire des propositions en réfléchissant à ce sujet. Oui, nous pensons que l'extension de la sécurité sociale, allant jusqu'à un revenu garanti, comme le propose Bernard Friot, serait une avancée vers l'économie de partage que nous revendiquons. Mais depuis la révolution libérale des années 1980, et comme nous le dénonçons, c'est la direction exactement opposée qui est suivie…

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

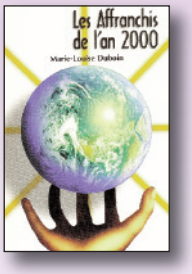
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13€).

• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (1 euro)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement,

impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)